2ème Colloque du Club Énergie de l'AIED – IAP :

« Nouveau modèle de croissance et problématique énergétique (2015-2030): éléments d'évaluation des politiques affichées »

# Sécurité énergétique et financement du nouveau modèle de développement par la rente des hydrocarbures : une voie étroite


**Mustapha MEKIDECHE**
**2Mc**

**Abdemadjid ATTAR**
**Petrochem 2000**


Février 2015

# Sommaire de l'exposé

**Partie I**

**Sécurité énergétique: quantités, coûts et conditions d'arbitrage dans la dotation des ressources d'hydrocarbures**
**marché national VS exportations**

**Partie II**

**Le financement du développement économique et social par la rente des hydrocarbures:**
**une limite déjà atteinte mais alors quelle alternative?**

# Sécurité énergétique: stratégies antagoniques entre les pays producteurs et consommateurs ?

- **Pays consommateurs d'énergie**

1. Possession ou contrôle des ressources restantes.
2. Contrôle des marchés par les bas prix et les voies de transit.
3. Maîtrise des technologies nouvelles (non conventionnelles et renouvelables).
4. Développement systèmes productifs et sociaux moins énergétivores.

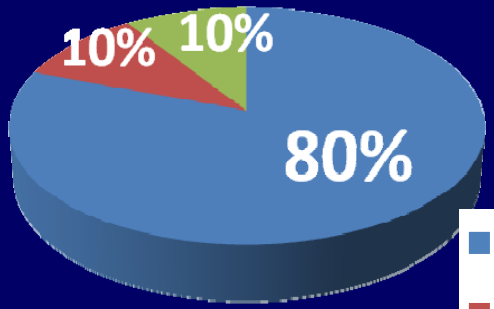
- **Pays exportateurs énergie**

1. Maintien d'une rente minimale pour financer les besoins économiques et sociaux.
2. Construction en parallèle d'une éco hors hydroc.
3. Financement de la transition énergétique,
4. Politique de conservation à L.T. des énergies carbonées opposée à exploitation massive.

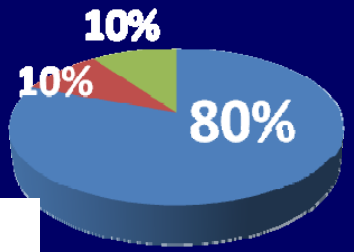
# VOLUME DES RESERVES RECUPERABLES DECOUVERTES A CE JOUR

**PETROLE + CONDENSAT + GPL**

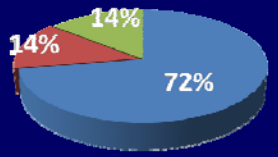
Initiales cumulés 20 Mds TEP




Initiales récupérables 6.7 Mds TEP



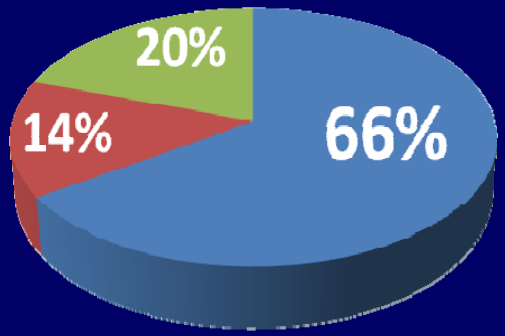

Réserves restantes à 2012: 2.5 Mds TEP



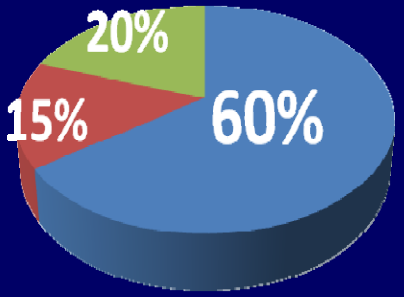

P1
P2+ND
P3

**GAZ NATUREL**

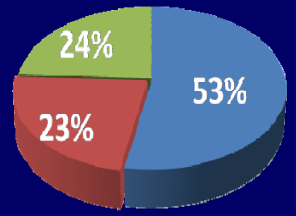
Initiales cumulés 10 000 Mds M3



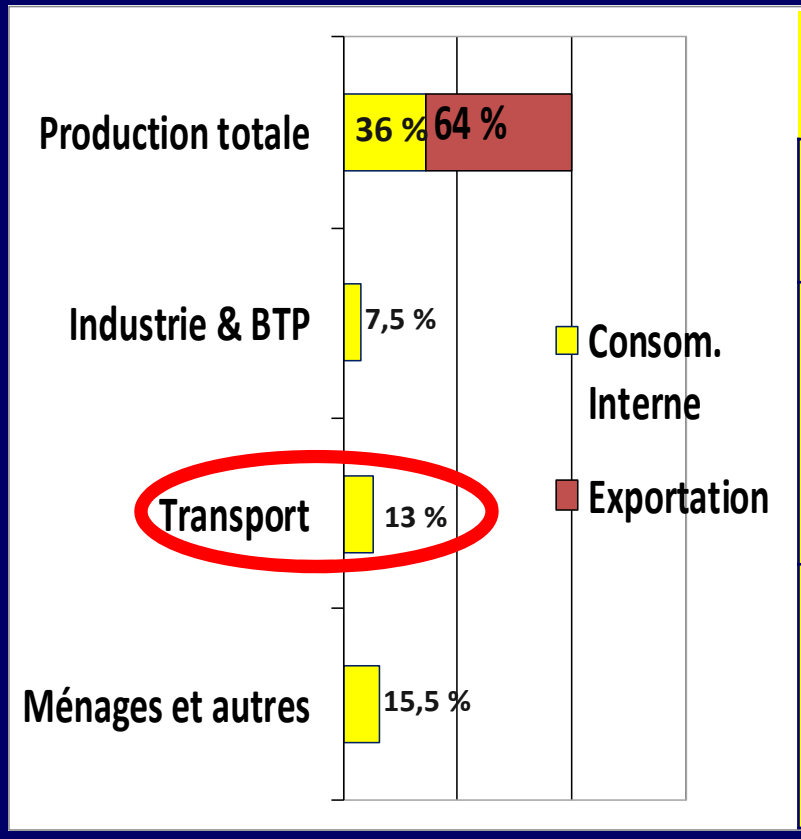

Initiales récupérables 7300 Mds M3




Réserves restantes à 2012: 4500 Mds M3



# PRODUCTION / CONSOMMATION / BESOINS D'ENERGIE PRIMAIRE EN ALGERIE

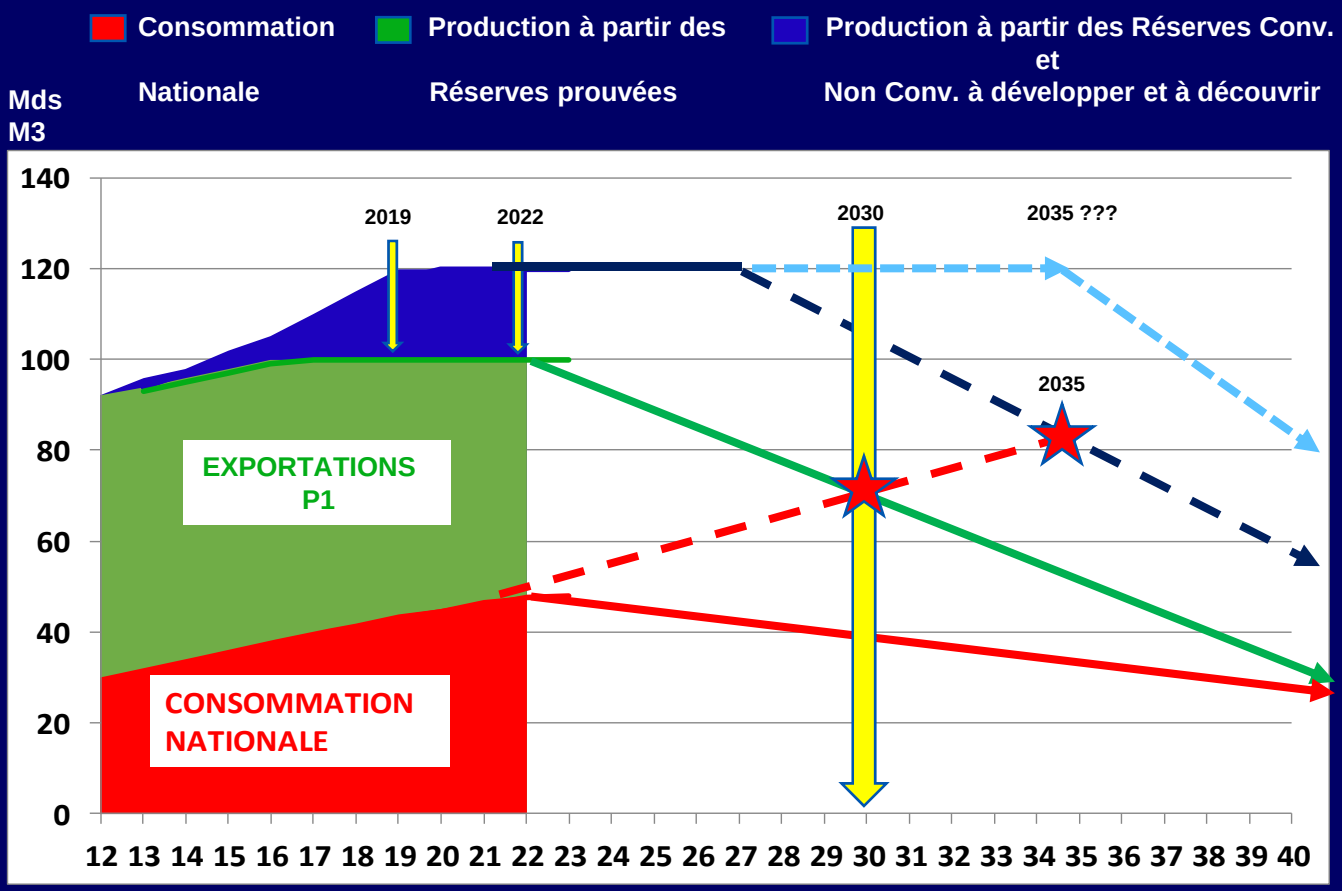



| PREVISIONS DE CONSOMMATION | | |
|---|---|---|
| | 2014 | 2030 |
| CARBURANTS (millions tonnes) | 16 | 30 |
| GAZ NATUREL (milliards M3) | 32 | 77 |

Ref: Bilan MEM-2013

# SCENARIO PROBABLE POUR LE GAZ NATUREL BASE SUR LES RESERVES

# ACTUELLES + PROBABLES & POSSIBLES + A DECOUVRIR ET HCN



# Une transition économique et une transition énergétique sous fortes contraintes

1. Un nouveau modèle de croissance avec des conditions de mise en œuvre tendues : une voie étroite mais il faudra l'emprunter en situation contra cyclique(ressources financières déclinantes, persistance de rentes, forte demande sociale, faiblesse entreprenariat, consensus politique faible, menaces sécuritaires),
2. Une transition énergétique et un nouveau modèle de consommation inévitable mais socialement et politiquement non encore admis et implanté.

# Une problématique récurrente mais dont la tendance est la chute en valeur du couple prix/quantité

- Mon premier texte sur la question date de janvier 1980:
  - La notion de délais sans le financement du développement algérien par le secteur hydrocarbures, M. Mekideche( Pétrole et Gaz Arabes n° 260 janvier 1980, p. 23 à 29)
- Le Plan Valhyd (1976-2005) qui avait fixé un horizon de trente ans pour exploiter touts les réserves connues d'hydrocarbures ( pétrole, gaz, condensats et GPL):
- arrêt export pétrole 91,
- arrêt export gaz en 96/97,
- GPL 2005

# Transition économique et transition énergétique sous fortes contraintes

Essai d'identification des deux modèles et conditions de mise en œuvre à partir des trends passés: une voie étroite mais il faudra l'emprunter

**Un blocage sociétal et culturel car les variations datées du couple quantité/prix ont donné l'illusion d'une rente perpétuelle malgré les chocs et les contre chocs et l'explosion du marché national de gaz et des carburants.**

## A. Les prix du baril de brut:

- 1973 augmentation historique
- 1986-1999: forte diminution dans la durée
- 2000-2008: augmentation et stable dans la durée,
- 2009 diminution après un plafond de 150 $
- 2014-2015: diminution de 50% après un plafond de 120$ début 2014

## B. Les quantités hydrocarbures.

- 1998: Algérie premier découvreur d'hydrocarbures dans le monde,
- 2013 diminution des volumes produits et exportés de gaz,
- 2015: annonce d'un doublement peu probable production gaz conventionnel en 2019,
- 2025: recours inévitable au gaz non conventionnel mais sans génération de rente financière

# Des vulnérabilités structurelles mise à nu par la crise pétrolière

1. Déficit commercial évité de justesse en 2014 (**$59 milliards  import vs 64 export selon le CNIS**) et inévitable en 2015 et après,
2. Une balance des paiements sous forte tension en 2014 et prévue  en déficit en 2015,
3. Déficit budgétaire de 41,7 milliards d'euros en 2015 soit 22,1% du PIB

# Malgré des amortisseurs financiers et budgétaires

1. Les ressources du FRR, à $ 60 le baril seront absorbées par le déficit budgétaire en deux ans sur base 2012 et 2013
   (B. Nouioua, ex-gouverneur Banque d'Algérie dans El Watan)

2. Les réserves de changes ont déjà entamé une décrue (195milliards mars 2014 vs185,2 fin septembre 2014 soit $10 milliards en 6 mois ) qui va s'accélérer les prochaines années,y compris avec un baril à 70 et même 80 dollars.

# Procéder à des arbitrages urgents et lancer les réformes structurelles

- Arbitrages budgétaires,
- Réductions des importations de biens et de services pour les substituer par des produits nationaux,
- Mobiliser l'épargne nationale pour financer certains investissements
- Réforme fiscale pour absorber, formaliser et fiscaliser les ressources financières non bancarisées,
- Réforme des politiques de transferts sociaux et autres subventions, à commencer par les carburants

# Faire de la promotion des entreprises la priorité

Secteur privé algérien : pour l'essentiel de quoi s'agit-il?

- **La population globale des petites et moyennes entreprises (PME) s'élève en 2011 à 659 309 entités, tous statuts confondus, employant 1 724 197 salariés (**source MIPMEPI) et ONS,
- En une année, **40 237 nouvelles entités créées** de plus que l'année précédente, représentant une progression annuelle de 6,5 %,
- Structure des nouvelles PME privées par tranches d'effectifs:
  - **Très petites entreprises - TPE** (1 à 9 salariés) : **95,63 %** ;
  - **Petites entreprises - PE** (10 à 49 salariés) : **3,89 %** ;
  - **Moyennes entreprises - ME** (50 à 250 salariés) : **0,48 %,**
- **Le nombre de salariés moyen employés par les PME, tous statuts confondus, est de 2,6 (moins de 3 salariés). Les PME algériennes sont donc quasiment des TPE. Très peu de grandes entreprises.**

# *Reconfigurer nos capacités d'échanges extérieurs asymétriques*

## *Exportations*

- **Trois opérateurs disposent de 80 % des exportations hors hydrocarbures : il s'agit de Sonatrach (46,6 %) avec les solvants naphta et dérivés hydrocarbures, de Fertial (19,3 %) avec l'ammoniac et les engrais et, enfin, Cévital (14,1 %) avec le sucre, les graisses et les huiles.**
- **Avec 7 autres opérateurs (Somiphos, Arcelor Mittal, Alzinc, Helios, MFG, Fruital et Michelin), ils détiennent 95 % des exportations hors hydrocarbures.**

## *Importations*

- **Le nombre total d'opérateurs ayant intervenu dans les importations de, s'élève à 20 434 contre 25 409 en 2008, soit une diminution de 24 %. Cette baisse s'explique surtout par la mise en œuvre du numéro d'identification fiscal (NIF) à partir de janvier 2009,**
- **Par statut juridique, le secteur privé reste majoritaire avec 19 056 opérateurs qui ont couvert 75 % du volume global des importations alors que les 1 378 entreprises publiques ont importé 25 % du volume global durant l'année 2011.**

# Soutenir la promotion de la production industrielle nationale

- L'objectif de la politique d'import substitution étant de réhabiliter l'activité productive nationale, les mesures préconisées ont pour but de renouer avec l'attractivité de l'investissement dans le secteur de l'industrie et visent :

1. L'élargissement des débouchés de la production nationale par :
   - La réservation de la commande publique aux entreprises nationales pour relocaliser les effets industriels induits par la dépense publique avec un suivi de l'application de cette disposition.
   - Le rétablissement du crédit à la consommation pour les seuls produits industriels fabriqués en Algérie pour en soutenir leur demande.
2. Le développement de la sous traitance et la densification du tissu industriel .

# Développer la production industrielle nationale est une urgence nationale

- ***L'appui à la création de grands groupes industriels***
- Celui-ci se déclinera suivant les deux axes suivants :

1. un redéploiement du secteur public marchand industriel sur les grands secteurs porteurs ,
2. une politique d'appui et de soutien à la constitution de grandes entreprises nationales privées (expérience des « Tchabols » en Corée du Sud).

- ✓ Dans ce cadre, l'ensemble des instruments de facilitation de nature notamment fiscale, administrative ou d'ordre commercial seront mobilisés pour faciliter la constitution de grands groupes industriels privés, leur développement et leur déploiement à l'international dans un contrat de performance avec la Nation.

# Mettre en place un système d'innovation technologique

- **Stimuler et soutenir la création des cercles de qualité et de structures de recherche-développement dans les grandes entreprises, y compris dans l'énergie, en vue de :**
  - **promouvoir les capacités d'innovation y compris par l'amélioration des technologies importées,**
  - **de favoriser la sous-traitance et d'innover, y compris au niveau des gammes de produits,**
- **Instaurer des passerelles entre Universités et entreprises par le financement par l'entreprise de doctorants travaillant sur un sujet élaboré en commun par l'Université et l'entreprise**
- **Autoriser le transfert de redevances sur l'acquisition de technologie pour qu'un tel payement s'effectue de façon transparente (et non pas par d'éventuelles surfacturation de marchandises importées ou de mesures d'accompagnement).**
- ***Mettre en place des conditions d'émergence d'un système national d'innovation* qui *(i)* suscite le besoin d'innovation, *(ii)* qui impulse, organise et développe le transfert et l'adoption des technologies internationales**
- **Promulguer une loi sur l'innovation, et mettre en place d'institutions dédiées au développement de l'innovation**

# Intégrer l'économie globale par exportations hors hydrocarbures

## ➢ Les grands ensembles industriels internationalisés

- **Construction d'avantages compétitifs dans la transformation des ressources naturelles.**
- **Développement à l'international, à la faveur des nouveaux programmes d'investissement dans les secteurs public et privé, des industries des liants hydrauliques (ciments).**
- **Au niveau transversal, la politique industrielle s'attellera à poser les bases d'un appui direct de l'État aux grands ensembles industriels publics et privés pour promouvoir leur compétitivité sur les marchés internationaux et les aider dans leur stratégie de pénétration des marchés extérieurs.**

## ➢ Les IDE et partenariats

- **Ne soumettre au CNI que les investissements étrangers relevant des filières stratégiques clairement déterminées,**
- **Revenir au financement externe plutôt que de contraindre à se les IDE à se financer localement ,**
- **Limiter l'exercice du droit de préemption aux filières stratégiques,**
- **,En matière commerciale, limiter l'installation, en Algérie, des investisseurs étrangers aux seuls ressortissants de pays acceptant la réciprocité**
- **Élargir à l'international le FNI ou créer un fond souverain**

# Conclusion

- La voie est étroite pour assurer en même temps notre sécurité énergétique à LT et financer un nouveau modèle de croissance tel que spécifié, y compris la transition énergétique
- Mais c'est possible si un large consensus politique et social est construit, malgré le poids des lobbies internes et externes, autour du partage équilibré des sacrifices et des fruits de la croissance.
- La promotion du capital humain et des entreprises algériennes est un des facteurs clé de succès.